



Global Alliance for  
Disaster Risk Reduction & Resilience  
in the Education Sector

# Second Forum Ministériel Caribéen sur la Sécurité Scolaire

29 et 30 Avril 2019, Saint-Vincent-et-les-Grenadines

## NOTE DE SYNTHÈSE



Organisation of  
Eastern Caribbean States



United Nations  
Educational, Scientific and  
Cultural Organization



Funded by  
European Union  
Civil Protection and  
Humanitarian Aid



## Liste des Acronymes

ACC	Adaptation au Changement Climatique
ASS	Approche intégrée de la Sécurité Scolaire
ICSS	Initiative Caraïbienne pour la Sécurité à l'École
GGC	Gestion Globale des Catastrophes
CDEMA	Agence Caraïbienne de Gestion d'Urgence des Catastrophes
CCH	Conseil de Coordination et d'Harmonisation
PTP	Programme de Travail pour un Pays
RRC	Réduction des Risques de Catastrophe
GADRRRES	Alliance Mondiale pour la Réduction des Risques de Catastrophe et la Résilience dans le Secteur de l'Éducation
SDGs	Objectifs de Développement Durable
SFDRR	Cadre de Sendai pour la Réduction des Risques de Catastrophe 2015-2030
UNISDR	Bureau des Nations Unies pour la Réduction des Risques de Catastrophe
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture
WISS	Initiative Mondiale pour la Sécurité à l'École



## 1. Contexte

### 1.1 *Le Cadre de Sendai pour la Réduction des Risques de Catastrophe et initiatives en matière de sécurité scolaire*

Le Cadre de Sendai pour la Réduction des Risques de Catastrophe (2015-2030<sup>1</sup>) a été adopté à la troisième Conférence mondiale des Nations Unies sur la réduction des risques de catastrophe, qui s'est tenue à Sendai, Miyagi (Japon), du 14 au 18 mars 2015. Le Cadre de Sendai représente un accord volontaire et non-contraignant de quinze ans, reconnaissant que si l'Etat détient le rôle principal dans la réduction des risques de catastrophe, cette responsabilité devrait être partagée avec des acteurs clés comprenant entre autres les gouvernements locaux et le secteur privé. Le présent Cadre vise à parvenir au résultat suivant : la réduction substantielle des pertes et des risques liés aux catastrophes en termes de vies humaines, d'atteinte aux moyens de subsistance et à la santé des personnes, et d'atteinte aux biens économiques, physiques, sociaux, culturels et environnementaux des personnes, des entreprises, des collectivités et des pays.

L'éducation joue un rôle capital dans la réduction de la vulnérabilité ainsi que dans le développement de la résilience des populations aux risques de catastrophe. De plus, l'éducation représente un élément clé pour impliquer les citoyens et réduire la pauvreté. En reconnaissant qu'obtenir une éducation de qualité constitue l'un des fondements pour améliorer la vie des individus et assurer le développement durable, l'Agenda 2030 pour le Développement Durable, adopté par les 193 pays représentés à l'Assemblée Générale des Nations Unies, reflète l'engagement pris d'« assurer l'accès de tous à une éducation de qualité, sur un pied d'égalité, et [de] promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie » dans l'objectif numéro 4 des Objectifs de Développement Durable pour 2030. Les dommages entraînés par les catastrophes sur les écoles peuvent non seulement mener à la perte d'enfants et de personnel enseignant, mais aussi à la perte d'investissement public dans les infrastructures sociales comme à une interruption de la scolarité plus ou moins longue, ce qui peut en retour avoir des conséquences sur toute une vie.

Afin d'atteindre cet objectif, le Cadre de Sendai reconnaît que les écoles devraient être des structures résistantes aux catastrophes considérant les risques locaux, et appelle dans le même temps à ce que la connaissance et la conscience des aléas et des risques fassent partie des programmes scolaires pour favoriser le changement de comportements en faveur de la réduction des risques de catastrophe et d'une plus grande résilience. Le Cadre mentionne également le fait que les politiques et pratiques de gestion des risques de catastrophe devraient être fondées sur une compréhension du risque de catastrophe dans toutes ses dimensions : vulnérabilité, capacité, exposition des personnes et des biens, caractéristiques des aléas et environnement. Il appelle également au renforcement des investissements publics et privés résilients face aux catastrophes à travers notamment l'adoption de mesures structurelles, non structurelles et fonctionnelles de prévention et de réduction des risques de catastrophe

---

<sup>1</sup> Information disponible au lien suivant: <http://www.unisdr.org/we/inform/publications/43291>



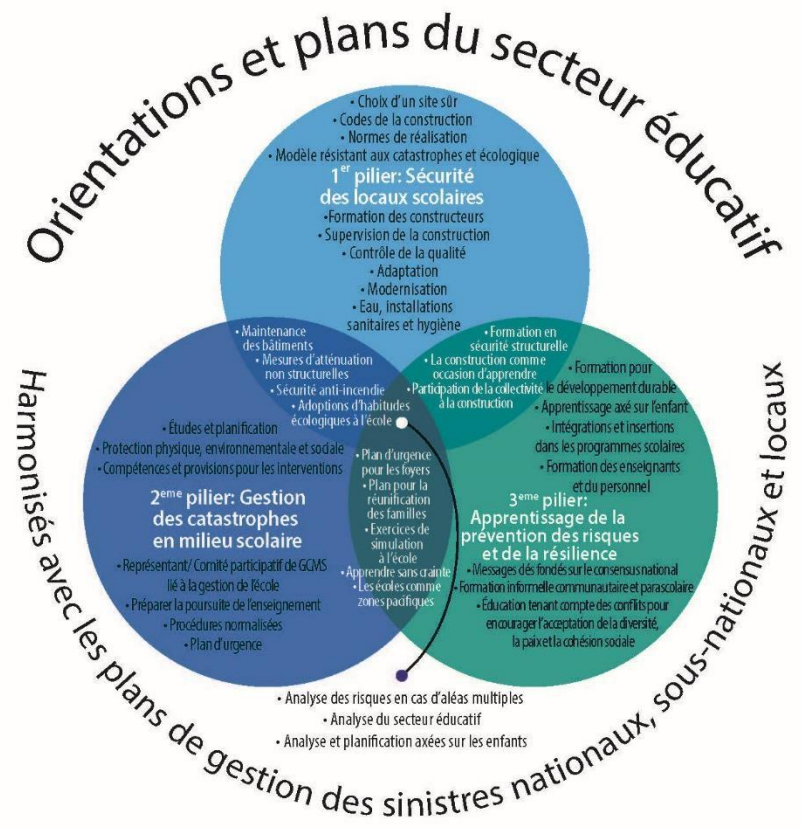
pour les infrastructures essentielles, en particulier les établissements scolaires ou hospitaliers et les infrastructures physiques.

[L'Initiative Mondiale pour la Sécurité à l'École \(WISS\)](#) a été développée en collaboration avec les partenaires de l'Alliance Mondiale pour la Prévention des Risques de Catastrophe et pour la Résilience dans le Secteur de l'Education (GADRRRES) en s'appuyant sur les recommandations faites lors des Plateformes Mondiales pour la Réduction des Risques de Catastrophe de 2009 et de 2011 pour entreprendre des évaluations sur les établissements scolaires et de santé, et répondre à l'appel du Communiqué du Dialogue de Haut Niveau élaboré lors de la Plateforme Mondiale pour la Réduction des Risques de Catastrophe de 2013 : « Initier une campagne mondiale pour des écoles et structures de santé plus sûres dans les zones sujettes aux catastrophes dont les engagements et financements volontaires devront être annoncés lors de la Conférence Mondiale pour la Réduction des Risques de Catastrophe en 2015 ». WISS représente un partenariat international de gouvernements travaillant sur le développement de la sécurité scolaire à l'échelle nationale. Saint-Vincent-et-les-Grenadines a été le premier pays caribéen à avoir signé cette initiative. Au cours du premier Forum Ministériel Caribéen sur la Sécurité Scolaire, onze gouvernements caribéens se sont néanmoins engagés en matière de sécurité des établissements scolaires dans le cadre de l'Initiative Caribéenne pour la Sécurité à l'École (CSSI), la contribution Caribéenne à WISS.

WISS cherche plus particulièrement à motiver et soutenir les Gouvernements dans le développement et la mise en œuvre de stratégies nationales en matière de sécurité scolaire en s'appuyant sur le [Cadre Global pour la Sécurité des Ecoles](#) (voir la figure à droite) et en définissant une école sûre comme celle associant tous les éléments définis dans les trois piliers centraux :

- Pilier 1: Sécurité dans les établissements scolaires (infrastructures résilientes aux catastrophes) ;
- Pilier 2: Gestion des catastrophes au sein des établissements ;
- Pilier 3: Education à la prévention des catastrophes et à la résilience.

Cette approche exhaustive en faveur de l'éducation à la réduction des risques de catastrophe doit être basée sur des





politiques, projets et programmes éducatifs alignés sur la gestion des catastrophes à l'échelle, régionale, départementale et locale dans les écoles.

De plus, WISS encourage le partage des bonnes pratiques et des résultats en matière de développement de sécurité scolaire, aide à identifier les défis restant en la matière et offre une expertise et assistance technique autour des trois piliers du Cadre Global pour la Sécurité des Ecoles.

### *1.2 Stratégie globale de gestion des catastrophes et initiatives en matière de sécurité scolaire*

Dans la Région Caribéenne, la Stratégie Régionale de gestion globale des catastrophes 2014-2024 représente la feuille de route stratégique pour la gestion des risques de catastrophe. Cette Stratégie a été développée grâce à un processus ouvert, participatif et consultatif mené par l'Agence Caribéenne de Gestion d'Urgence des Catastrophes (CDEMA) et a impliqué des acteurs régionaux de gestion des catastrophes dont les Etats Membres de CDEMA, des représentants des secteurs clés, des partenaires régionaux et internationaux et donateurs. La Stratégie a pour but de solidement intégrer la gestion globale des catastrophes dans la planification du développement, et apportera une direction stratégique pour répondre aux défis de la gestion des risques de catastrophe dans les Caraïbes au cours de ses dix ans d'existence. Il est à noter que cette Stratégie Régionale accorde une grande importance à l'Education.

De plus, cette Stratégie Régionale priorise quatre domaines pour aborder les problèmes de gestion des risques de catastrophe, généralement résumés comme suit :

- (i) le renforcement institutionnel ;
- (ii) la gestion des connaissances pour la gestion globale des catastrophes<sup>2</sup> ;
- (iii) l'intégration de la gestion globale des catastrophes dans les secteurs clés ;
- (iv) la construction et le maintien de la résilience des collectivités.

Plus particulièrement, la Priorité 2 de la Stratégie Régionale a pour principal objectif d'atteindre « un apprentissage et une gestion des connaissances accrus et continus pour assurer une gestion globale des catastrophes ». Plusieurs résultats régionaux ont été identifiés pour soutenir cette aire prioritaire, ainsi que des indicateurs et cibles pour suivre le progrès et les réussites.

AIRE PRIORITAIRE 2			
Un apprentissage et une gestion des connaissances accrus et continus pour assurer une gestion globale des catastrophes			
Résultat Régional 2.1 Un réseau régional de la Gestion des Risques de Catastrophe pour améliorer des prises de décisions informées à tous les niveaux	Résultat Régional 2.2 Une infrastructure pour des politiques fondées sur des faits et des prises de décisions établies/renforcées	Résultat Régional 2.3 Une meilleure intégration des locaux/populations et des connaissances de secteur dans les évaluations des risques	Résultat Régional 2.4 Un matériel éducatif et de formation pour une gestion globale des catastrophes standardisée, améliorée et mise en œuvre dans la région.

<sup>2</sup> La gestion des connaissances représente l'ensemble des processus qui gouvernent la création, la diffusion et l'utilisation des connaissances (Source : What is Knowledge Management ? »)



## 2. La Sécurité Scolaire dans le contexte Caribéen

Les pays caribéens en développement sont exposés à une variété d'aléas naturels de même type comme les ouragans, les inondations, les éruptions volcaniques, les séismes, les tsunamis, les glissements de terrain, les sécheresses et les incendies. Si ces aléas ont compromis les stratégies de réduction de la pauvreté de certains Etats, limité les bénéfices de développement et mis en danger les systèmes d'éducation, leurs effets sont susceptibles d'être accrus par les effets attendus du changement climatique et des possibles événements météorologiques extrêmes plus sévère et plus fréquents. Les îles Caribéennes s'avèrent particulièrement vulnérables à ces effets ce qui pose des risques significatifs notamment en termes de sécurité publique, d'infrastructure et de ressources naturelles.

Les catastrophes ont un impact majeur sur les enfants, la jeunesse et les systèmes d'éducation. Les études montrent que chaque année dans le monde, 175 millions d'enfants sont susceptibles d'être affectés par des aléas naturels, et les enfants des Caraïbes ne font pas exception. En 2004, l'ouragan Ivan a causé une destruction massive à Grenade endommageant entre 73 et 75 écoles publiques. En 2010, à Haïti, un séisme de forte ampleur a tué 38,000 étudiants et 1,300 professeurs et membres du personnel éducatif. Il a également détruit 4,000 écoles ainsi que le siège du Ministère de l'Éducation. Plus récemment, la saison des ouragans de 2017 a impacté 1,700 établissements à Cuba. En Dominique, 18,500 enfants en âge d'aller à l'école en ont été privés, et 57 écoles primaires et secondaires publiques ont été endommagées ou détruites. Les enfants de Barbuda et de Dominique ont dû être temporairement relocalisés à Antigua pour avoir cours. Ces chiffres sont susceptibles de s'accroître à moins que les populations n'améliorent leur capacité d'anticiper, de préparer, de s'adapter et de devenir plus résilientes à de tels événements.

La plupart des Etats Caribéens ont une superficie limitée où les ressources sont rares voire non-existantes pour pouvoir porter les tâches de façon individuelle. Malgré cela, des stratégies majeures ont été mises en œuvre individuellement par différents pays pour améliorer la préparation des écoles. Afin d'assurer un engagement politique au niveau régional et national, le premier Forum Caribéen Ministériel sur la Sécurité des Ecoles a été organisé en Avril 2017 à Antigua-et-Barbuda. Les principaux résultats ont été une feuille de route régionale sur la sécurité scolaire, et la Déclaration d'Antigua-et-Barbuda sur la Sécurité Scolaire qui a été signée par 12 Ministres de l'Éducation Caribéens<sup>3</sup>. Ces documents guident l'Initiative Caribéenne pour la Sécurité à l'École (CSSI) qui a été lancée en Avril 2017 au cours du même Forum Ministériel. Le CSSI est le cadre suggéré pour faire avancer la sécurité scolaire dans les Caraïbes, représente la contribution Caribéenne à WISS et encourage les partenariats pour faire progresser la mise en œuvre d'écoles sûres. Les Ministères de l'Éducation conduisent la mise en œuvre et reçoivent l'appui technique des partenaires internationaux, régionaux et nationaux.

Depuis, plusieurs activités ont été mises en œuvre comme :

---

<sup>3</sup> Antigua et Barbuda, Anguilla, Dominique, République Dominicaine, Cuba, Guyane, Montserrat, Saint-Christophe-et-Niévès, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les-Grenadines, Îles Turques-et-Caïques, Îles Vierges Britanniques.





- La mise en œuvre du Programme et du guide caribéen pour des écoles sûres<sup>4</sup> : une formation de formateurs a été mise au point. Elle a ensuite été développée lors de sessions de formations dans six autres pays en 2017 : [Sainte-Lucie](#), [Saint-Christophe-et-Niévès](#), [Montserrat](#), [Guyane](#), [Antigua et Barbuda](#) et les [Îles Turques-et-Caïques](#) avec le soutien de UNISDR, CDEMA et des Ministères de l'Éducation respectifs. Le programme de CDEMA comprend un ensemble de standards pour la sécurité scolaire, ainsi qu'un nombre de modèles, lignes directrices et outils que les Ministres de l'Éducation et écoles peuvent utiliser pour désigner et mettre en œuvre un programme de gestion globale des risques à l'échelle même de l'école.
- Un exercice sur la sécurité scolaire organisé par l'UNICEF et d'autres partenaires clés en Mai 2018 à la Barbade pour identifier les enseignements tirés de la saison des ouragans de 2017. Des recommandations sur la feuille de route caribéenne sur la sécurité scolaire fondées ont pu être élaborées à partir des leçons retenues identifiées.
- Le développement du site sur l'Initiative Caribéenne en matière de sécurité scolaire : <http://eird.org/americas/safe-school-caribbean/index.html>

### 3. Le Second Forum Ministériel sur la Sécurité Scolaire dans les Caraïbes

Le Second Forum Ministériel Caribéen sur la Sécurité Scolaire sera tenu par le Ministère de l'Éducation de la Réconciliation Nationale, des Affaires Ecclésiastiques et d'Informations à Saint-Vincent-et-les-Grenadines du 29 Avril au 30 Avril 2019 à Kingstown. Ce Forum sera organisé par le Ministère lui-même en collaboration proche avec l'Agence Caribéenne de Gestion d'urgence des Catastrophes (CDEMA), le Fond des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF), le Bureau des Nations Unies pour la Réduction des Risques de Catastrophe (UNISDR), l'Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture (UNESCO), la Fédération Internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant Rouge (IFRC), l'Organisation des États de la Caraïbe Orientale (OECS) et la Banque de Développement Caribéenne (CDB). L'organisation du Forum est rendue possible grâce au support financier de l'Office d'Aide Humanitaire de la Commission Européenne (ECHO) et XXX.

#### 3.1 Objectifs et Résultats Attendus

Le Second Forum Ministériel sur la Sécurité Scolaire dans les Caraïbes s'inscrit dans la continuité du Forum tenu en Avril 2017. Il répondra au besoin d'avoir une approche collaborative et coordonnée parmi les acteurs régionaux du secteur de l'éducation et contribuera à la Stratégie et Cadre de Programmation (2014-2024) de Gestion globale des catastrophes de CDEMA ; L'Initiative Mondiale pour la Sécurité à l'École (WISS); l'Initiative Caribéenne pour la Sécurité des Ecoles ; le Plan d'Action de Samoa pour SIDS, le Programme d'Actions Global sur l'Éducation pour le Développement Durable ; le Cadre de Sendai pour la Réduction des Risques de Catastrophe 2015-2030, et à l'Agenda 2030 pour le Développement Durable.

---

<sup>4</sup> Le Programme Caribéen pour des écoles sûres a été développé par CDEMA en 2014 et a été testé dans trois pays : Anguilla, la Barbade et Saint-Vincent-et-les-Grenadines. Également développé par CDEMA en 2014, le guide portant sur l'Éducation à la réduction des risques de catastrophe a été mis en œuvre dans deux pays pilotes : Saint-Christophe-et-Niévès et les Îles Turques-et-Caïques.



A ce Forum sera associé un forum jeunesse « Mon île, ma vie » pour identifier les problèmes de sécurité scolaire et ce, en tenant compte des trois piliers de l'Initiative Caribéenne pour la Sécurité à l'École (CSSI) et présenter les conclusions et les recommandations au Forum Ministériel. Selon la capacité de financement, le forum jeunesse sera d'une portée nationale ou régionale.

Par ailleurs, le Forum sera fondé sur les principes de la durabilité avec des mesures dites vertes pour réduire l'empreinte carbone. Seront entre autres pris en compte : la réduction de l'utilisation de matériaux imprimés ou de plastique lors des services de restauration.

#### Objectifs :

- 1) Mettre à jour la feuille de route régionale des Caraïbes sur la sécurité scolaire
- 2) Faciliter la signature de la Déclaration d'Antigua-et-Barbuda sur la Sécurité Scolaire et la mise en œuvre de la feuille de route régionale par les nouveaux États
- 3) Suivre les progrès et les réalisations dans la mise en œuvre de la feuille de route régionale des Caraïbes sur la Sécurité Scolaire
- 4) Promouvoir et mieux faire connaître L'Initiative Mondiale pour la Sécurité à l'École (WISS) et l'Initiative Caribéenne pour la Sécurité à l'École.
- 5) Promouvoir l'engagement des jeunes dans le CSSI
- 6) Faciliter un dialogue ministériel avec les donateurs sur l'appui à l'Initiative pour des écoles sûres dans les Caraïbes

#### Résultats attendus:

- 1) Feuille de route régionale des Caraïbes sur la sécurité des écoles mise à jour
- 2) Adhérez à la Déclaration d'Antigua-et-Barbuda sur la Sécurité Scolaire des nouveaux pays
- 3) Rapport d'avancement sur la mise en œuvre de la feuille de route régionale des Caraïbes sur la Sécurité Scolaire
- 4) Sensibilisation à l'Initiative Caribéenne pour la Sécurité à l'École et à l'Initiative Mondiale pour la Sécurité à l'École soulevée
- 5) Les contributions des jeunes à la Feuille de route régionale des Caraïbes sur la Sécurité Scolaire sont attelées
- 6) Soutien des donateurs à l'Initiative Caribéenne pour la Sécurité à l'École identifiées
- 7) Contributions définies pour la plateforme mondiale et la plateforme régionale 2020
- 8) Nouveau président de la Caribbean Safe Schools Initiative et prochain État hôte identifié





### 3.2 Participants

Le Forum cible avant tout les Ministères de l'Éducation<sup>5</sup>, les Ministres eux-mêmes ainsi que les conseils techniques ; les agences nationales de gestion des catastrophes seront également invitées si le financement est assuré. De plus, les organisations régionales supportant la mise en œuvre de la Sécurité Scolaire dans les Caraïbes seront invitées.

Le nombre de participants est estimé à 110 avec 27 pays représentés :

- 18 Etats Membres de CDEMA
- Cuba et la République Dominicaine
- Martinique et Guadeloupe
- Sint Maarten, Aruba, Bonaire et Curaçao
- Porto Rico comme observateur.

Bien qu'il soit à noter qu'un travail conséquent ait été entrepris par de nombreux pays Caribéens pour favoriser la Sécurité Scolaire, le Forum se concentrera principalement sur les Etats Membres de CDEMA et d'autres pays dans les Caraïbes.

- Ministres de l'Éducation (Ministres et personnel technique)
- Organisations intergouvernementales, des Nations-Unies et régionales (CDEMA, OECS, UNECSO, UNICEF, UNISDR, IFRC, etc.).
- Membres du sous-comité de Coordination et d'Harmonisation sur l'Éducation<sup>6</sup> : Université des West Indies
- Médias
- Agence Nationale de Gestion des Catastrophes du pays organisateur, et aussi des Etats Membres de CDEMA (selon la disponibilité des financements)
- Banques de Développement (Banque de Développement des Caraïbes, Banque Interaméricaine de développement (IDB), Banque Mondiale, etc.), les donateurs et pays intéressés
- Agences de développement

---

<sup>5</sup> Les représentants des Ministres de l'Éducation devront avoir le pouvoir de signature de façon à ce qu'ils puissent signer la déclaration au nom du Ministre.

<sup>6</sup> Des informations supplémentaires sur les membres et les objectifs sont disponibles au lien suivant : [http://www.cdema.org/index.php?option=com\\_content&view=article&id=949&Itemid=444](http://www.cdema.org/index.php?option=com_content&view=article&id=949&Itemid=444)